



ATTAQUE D'UNE DILIGENCE

simple nature, dames et messieurs consciencieusement et nettement déshabillés. Passe encore, — pour ne pas parler du scandale, — par une chaleur de 35°; mais au plus fort de l'hiver, on conviendra que c'était peu plaisant. Comme le cas était fréquent, qu'avait-on imaginé? Il s'était établi à l'entrée de chaque ville que traverse la route, des bazars de confections approvisionnés et gérés par des *guerrilleros*, et où l'on trouvait de quoi se vêtir des pieds à la tête. Toute diligence qui avait eu des malheurs s'arrêtait devant ces magasins. Sur un signe du conducteur, les commis apportaient, en se voilant la face, des habillements de toute sorte, de toute taille, à l'usage de tous les âges et de tous les sexes, et l'on introduisait discrètement cette collection de hardes par les portières. On imagine la scène! l'intérieur de la voiture transformé en vestiaire, voyageurs et voyageuses, les stores baissés, s'équipant pêle-mêle, au hasard et tant bien que mal, de tout ce qu'ils rencontraient sous la main, c'est-à-dire de la défroque des volés de la veille. Si extraordinaires que fussent pour nous de tels faits, des témoins oculaires dignes de foi,

l'impériale et neuf à l'intérieur. Ces voitures sont attelées de six chevaux conduits par un cocher très-habile, et roulent à toute vitesse à travers des chemins qui mettent leur solidité à de rudes épreuves.

des victimes d'aussi étranges, d'aussi abominables exécutions, Mexicains et étrangers, s'accordaient à nous les attester.

Un Français, M. de G..., qui voyageait au Mexique pour son agrément, fut arrêté et mis dans l'état que je viens de dire, à la fin de l'année 1861. Je tiens le fait de lui-même. On était au milieu de décembre, le froid était excessif. C'est par un temps pareil que M. de G... fut laissé absolument nu dans un coupé de diligence, heureux encore d'en être quitte à si bon compte. Il n'eut la vie sauve que parce que les bandits lui firent l'honneur de le prendre pour un Mexicain, à la façon dont il parlait l'espagnol.

Même dans un court trajet, une diligence pouvait être arrêtée cinq et six fois. La chose alors devenait sérieuse. La bande qui survenait la dernière se tenait pour volée, n'ayant plus rien à prendre. Elle rendait les voyageurs responsables de s'être laissé enlever bourse, bagages et vêtements; elle se vengeait de ce manque de délicatesse par des coups de plat de sabre; quelquefois elle faisait un exemple en pendant deux ou trois de ces malappris.

Favorisée par l'apathie ou par la connivence de la police (car tant de désordres impunis autorisent toutes les suppositions), la pratique du pil-

lage et du crime était devenue générale. Elle avait gagné toutes les populations. Peu d'années auparavant, un vol à main armée commis par des Indiens était chose presque inouïe. Grâce aux bons exemples que leur avaient donnés ceux dont la mission était de les civiliser, les Indiens avaient fini par s'exercer et se former à la maraude, par s'accoutumer à courir les grands chemins, et déjà quelques-uns d'entre eux savaient fort bien comment s'y prendre pour détrousser un voyageur.

Tout compté, il valait cependant mieux tomber entre leurs mains que dans celles de leurs compatriotes de sang européen. Ceux-ci étaient sans pitié; ceux-là conservaient quelques sentiments d'humanité et portaient dans la scélératesse une certaine bonhomie.

Ainsi, quand les Indiens faisaient la rencontre d'une diligence déjà mise et remise à sac, ils ne s'en prenaient point aux voyageurs de leur déconvenue, mais à la Providence. Ils ne frappaient ni ne tuaient; ils se contentaient de lever les bras au ciel, de faire des gestes éplorés, de pousser des cris à fendre l'âme; après quoi, ils s'éloignaient en répétant d'un accent navré : « Mon Dieu! quel malheur! nous sommes arrivés trop tard! »

Pour faire cesser un pareil état de choses, il

eût fallu un gouvernement probe et fort, une main de fer, une justice inexorable, une armée nombreuse et sûre, — avant tout, la paix, — il eût fallu ce qui manquait.

Toutefois, les exploits de ces bandes et l'incident du courrier attaqué non loin de la Vera Cruz ne laissaient pas de nous jeter dans une certaine inquiétude sur le sort du capitaine de vaisseau Thomasset, qui nous était annoncé, que le courrier aurait dû rencontrer entre Orizaba et la Vera Cruz, et dont personne n'avait entendu parler.

Pendant trois jours, on se perdit en conjectures sur le sort du chef d'état-major de l'escadre française; enfin, le quatrième jour, il arriva escorté d'une *guerrilla*.

Le commandant Thomasset mit aussitôt le général au courant des événements qui s'étaient succédé au Mexique avant son débarquement, des difficultés que l'amiral avait eu à surmonter, de la situation politique du pays, des relations personnelles de l'amiral avec ses collègues, et il fit connaître la résolution prise par son chef d'exécuter à la lettre la convention de la Soledad, dans le cas d'une rupture avec le gouvernement de Juarez.

Le général apprit qu'à peine débarqué, l'amiral avait vu se produire entre lui et ses collègues de

sérieuses divergences de vues. Si, jusqu'à ce jour, leurs rapports avaient conservé une apparence de cordialité, c'est que, dès le début, l'amiral avait apporté dans ses relations avec le général Prim, sir Ch. Wyke et le commodore Dunlop, un tact, une aménité et même une patience souvent méritoires. C'est mû par le désir de se maintenir sur le terrain de la conciliation, qu'il avait été amené à signer la proclamation adressée aux Mexicains par les représentants des puissances alliées, bien que cet acte emphatique, — dû à la plume du général Prim, et que les gouvernements des puissances alliées ne devaient pas tarder à désapprouver, — parlât beaucoup de la *régénération du Mexique* et pas du tout des causes qui avaient déterminé l'expédition, ni du but à atteindre.

A quelque temps de là, le 13 janvier 1862, les commissaires s'étant réunis pour prendre connaissance du projet d'ultimatum adressé au gouvernement de Juarez et rédigé par M. de Saligny, les représentants de l'Espagne et de l'Angleterre avaient refusé de le signer, déclarant qu'ils trouvaient exorbitant, — ce qui était vrai, — le chiffre des réclamations françaises. Mais il y avait une chose qui n'avait rien d'exorbitant, c'était la demande formulée par l'amiral en vue de faire autoriser les alliés à passer immédiatement

dans la zone salubre; et pourtant le général Prim et sir Ch. Wyke en avaient combattu le ton net et ferme. Après beaucoup de discussions, on était arrivé à s'entendre sur une rédaction assez pâle, où ne figurait plus le chiffre des réclamations adressées au gouvernement mexicain, et où les commissaires se contentaient d'exprimer leur désir d'occuper certaines localités dans les terres froides pendant le temps que dureraient les négociations.

Cette note, une fois adoptée, avait été portée à Mexico par trois délégués des commissaires. On avait fait bon accueil aux délégués, mais on les avait laissés partir avec des promesses vagues; et si, le lendemain même de leur départ, une réponse favorable à la demande des commissaires fut expédiée de Mexico, c'est que le gouvernement entendait prouver par cet acte qu'il était considéré comme le gouvernement légitime du pays. En outre, il imposait une condition, qu'il savait acceptée d'avance : — la retraite des troupes étrangères dans les terres chaudes, au cas d'une rupture des négociations. — C'était mettre les alliés à la discrétion de Juarez.

Ainsi, l'harmonie des rapports entre le commissaire français et ses collègues avait été troublée dès la première réunion. L'amiral estimait que, du moment où les trois puissances européennes

faisaient contre le Mexique une démonstration armée, il n'y avait plus à entrer dans un système de pourparlers qui présentait le double danger de reconnaître un gouvernement qu'on venait combattre, et d'exposer longtemps la colonne expéditionnaire aux effets du climat des terres chaudes. Mais il avait à compter avec le général Prim et sir Ch. Wyke qui s'entendaient chaque jour davantage pour le contrecarrer. Cela était manifeste au point de n'être plus un mystère pour les personnes ayant pris une part active aux questions pendantes, et le capitaine Capitan¹, chef d'état-major de la colonne expéditionnaire, faisait preuve d'une grande clairvoyance quand il écrivait dans son rapport : « Je crois que le général Uraga est complètement gagné au parti libéral dont Doblado est le chef. *Ce parti obéit à l'impulsion de sir Ch. Wyke, et le général Prim lui-même n'est qu'un instrument que l'on flatte et que l'on cherche peut-être à séduire en lui faisant concevoir des espérances personnelles.* »

Depuis cette mémorable réunion du 27 janvier, le désaccord entre les représentants des grandes puissances était allé en s'accroissant. D'abord,

¹ Capitan a été frappé mortellement l'année suivante devant Puebla. Doué d'une intelligence et d'une instruction hors ligne, à la fois doux et énergique, prudent et intrépide, cet homme privilégié était devenu l'idole des soldats, et en quel-

l'amiral avait eu à s'opposer à la velléité manifestée par sir Ch. Wyke de faire arrêter Miramon, — qui allait arriver à la Vera Cruz, — parce que, pendant sa présidence, il avait fait enlever dans la maison même de l'agent anglais, à Mexico, des sommes d'argent appartenant au gouvernement de Sa Majesté Britannique. Au lieu d'être arrêté à terre, où flottait le drapeau français, Miramon fut arrêté à bord du bateau et renvoyé à la Havane.

Puis était survenue la convention de la Soledad que l'amiral avait dû signer, et qui n'était pas une *si bonne affaire* que l'avait prétendu M. Dubois de Saligny en sortant de la conférence. Sans doute elle avait permis aux alliés de quitter le séjour empesté des terres chaudes et aux troupes françaises de se porter successivement de la Tejeria à la Soledad, où elles étaient arrivées le 5 mars, le jour même de notre arrivée au Mexique, puis à Orizaba, enfin, le 12, à Tekamalukan au delà des Cumbres; mais combien cette faveur, qui, d'un jour à l'autre, pouvait devenir lettre morte, avait été tardive, et combien n'avait-elle

que sorte l'officier indispensable du commandement. Prodiges de sa personne, toujours sur la brèche, Capitan est mort victime de son dévouement sans bornes. Il venait d'être nommé chef d'escadron d'état-major, en récompense des services éminents qu'il avait rendus.

pas favorisé les projets de Juarez en donnant à la mésintelligence qui régnait entre les commissaires le temps de s'aggraver! Cette mésintelligence allait entrer dans une phase plus aiguë à l'occasion de l'arrivée au Mexique du général Almonte.